

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22033 - 81ÈME ANNÉE

Mobilisation de la Section PCR de Saint-Denis

Opération de tracts, au Chaudron, contre l'augmentation des prix



Légende : première action de masse post-électorale.

Dimanche matin, des camarades communistes se sont rendus au marché forain du Chaudron pour la distribution d'un tract que nous avons annoncé dans notre édition de samedi. Le titre était sans équivoque : « arrête augmente les prix, foutor » !

Les gens étaient un peu surpris car plutôt habitués aux tracts de campagne électorale. Mais, en précisant qu'il s'agit de dénoncer les augmentations de prix, alors le climat est plus serein, et la discussion s'engage. Il y a ceux qui nous félicitent et nous encouragent : « lâche pas » ! Il y a les déçus « des politiciens », très rétifs au dialogue. Il y a les sceptiques qui s'interrogent sur l'issue de la dénonciation.

Le contexte des municipales nous a conduit à avancer la proposition numéro 3 sur le tract : « Les 24 Maires et les 2 présidents d'Assemblées doivent se réunir d'urgence pour prendre des décisions, capables d'amortir le choc des augmentations. ». Dans une vidéo prise sur le vif, Ary Yee-Chong-Tchi-Kan

donne des précisions.

« Il faut arrêter que notre population lé pris en otage, à chaque fois que néna in problème dehors ». Il interpelle les 24 maires qui viennent d'être élus et les 2 présidents du Conseil Régional et Départemental afin de montrer qu'ils sont capables de régler des problèmes du pays. Ils ont demandé au peuple de voter pour eux et qu'ils vont s'occuper de leur problème. Nous sommes donc dans un cas d'école.

Il faut mettre notre économie à l'abri de la dépendance vis-à-vis des soubresauts de la situation politique extérieure. Partir de nos atouts. Par exemple, les solaristes déclarent qu'il est possible de baisser la facture d'électricité de 60 % en passant au solaire. Si ce n'est pas un mensonge, les pouvoirs publics ont intérêt de passer aux actes.

L'urgence du co-développement avec Madagascar pour garantir l'approvisionnement de l'aliment de base des Réunionnais

Madagascar : 40 000 tonnes de riz invendues attendent des acheteurs

Le 24 mars à Antananarivo, les riziculteurs d'Alaoatra Mangoro ont alerté sur 40 000 tonnes invendues, pénalisées par les importations. Ils proposent d'exporter. La Réunion, dépendante du riz asiatique et européen et touchée par la vie chère doit se réveiller et proposer un débouché à nos voisins. Ce partenariat gagnant-gagnant soutiendrait les producteurs malgaches, ferait baisser les prix pour les Réunionnais et garantirait un riz de meilleure qualité.

Le 24 mars à Antananarivo, les producteurs de riz de la région Alaoatra Mangoro ont lancé un appel pressant aux autorités face à la crise qui secoue la filière. Alfred Rakotonirina, président du syndicat des riziculteurs, a dénoncé l'afflux massif de riz importé qui sature le marché national et fragilise les exploitations locales. La situation est d'autant plus critique que près de 40 000 tonnes de riz demeurent actuellement invendues dans la région.

40000 tonnes invendues juste avant la nouvelle récolte

Les producteurs, qui ont déjà manifesté sur la RN44 pour exprimer leur détresse, alertent sur la chute continue des prix. Le chef de région, Elire Joseph Rabemananjara, avait prévenu qu'une baisse prolongée pourrait provoquer une véritable crise économique locale. « Faire grève n'est pas dans nos habitudes, mais nous demandons une révision des prix », ont-ils insisté.

Si l'État a mandaté le State Procurement of Madagascar (SPM) pour absorber une partie des stocks, le rythme d'achat — environ 540 tonnes par semaine — est jugé insuffisant. À cette cadence, il faudrait près de 446 semaines pour écouler les volumes disponibles, alors qu'une nouvelle récolte est attendue sous peu. Les représentants des agriculteurs plaident donc pour des mesures plus ambitieuses, notamment l'ouverture temporaire à l'exportation afin de désengorger le marché.

Part significative de la consommation annuelle réunionnaise

Dans ce contexte, une opportunité est possible : La Réunion, totalement dépendante du riz importé d'Asie et d'Europe, pourrait constituer un débouché naturel pour les excédents malgaches. Les tensions géopolitiques actuelles rendent les approvisionnements internationaux plus incertains et potentiellement plus coûteux. A La Réunion, près de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, la production locale de riz demeure trop chère pour la plupart des Réunionnais et ne peut qu'être écoulée que comme un produit de luxe pour consommateurs fortunés.

Les 40 000 tonnes disponibles à Alaoatra Mangoro représentent une part significative de la consommation annuelle réunionnaise. Elles pourraient être achetées à un prix suffisamment rémunérateur pour les producteurs malgaches tout en restant compétitives par rapport au riz importé d'Asie. Si ce tarif est inférieur, la différence devrait être immédiatement répercutée afin d'alléger le panier des ménages réunionnais.

Partenariat gagnant-gagnant pour sécuriser l'approvisionnement et faire baisser les prix

Au-delà de la réponse conjoncturelle à une crise de surproduction, cette démarche illustre un véritable co-développement, fondé sur un partenariat gagnant-gagnant. Elle pourrait amorcer des liens économiques plus durables entre Madagascar et La Réunion : importer de Madagascar les denrées que nous ne pouvons pas produire localement, plutôt que de les faire venir de contrées lointaines telles que la France, d'autres pays européens, l'Inde ou l'Australie. Une telle orientation serait à la fois plus sûre, moins coûteuse et susceptible d'offrir une meilleure qualité, les producteurs malgaches utilisant globalement moins d'intrants chimiques.

Pour les riziculteurs d'Alaoatra Mangoro, confrontés à la hausse du carburant et des intrants agricoles, comme pour les consommateurs réunionnais soumis à la vie chère, cette coopération régionale apparaît ainsi comme une piste concrète et stratégique.

M.M.

Le monde a changé, et La Réunion ?

Détroit d'Ormuz : transformation historique

Le détroit d'Ormuz change de statut : Téhéran impose un péage en yuans, hors du système financier occidental, avec filtrage des navires. Au-delà du conflit militaire, c'est un basculement géoéconomique majeur : dédollarisation concrète, pétrole en hausse. Un pays résiste à l'hégémonie occidentale et révèle la fragilité des équilibres mondiaux.

Le détroit d'Ormuz vient de changer de nature. Pas comme une menace brandie dans l'urgence d'un communiqué militaire, pas comme un bluff de guerre destiné à peser sur une négociation. Non. Comme une réalité juridique et opérationnelle en cours de ratification à Téhéran. Huit kilomètres d'eau sous tension, et c'est l'architecture énergétique mondiale qui vacille.

Filtrage et péage à régler en yuans

Désormais, tout armateur voulant franchir ce goulet stratégique doit soumettre ses données à un courtier lié aux Gardiens de la révolution. Filtrage politique assumé : liens avec les États-Unis, avec Israël ou avec une puissance jugée hostile ? Refus net. Pour les autres, un péage de deux millions de dollars par pétrolier, réglé en yuans, en espèces ou via blockchain. Reçu délivré, corridor strictement défini, passage autorisé.

Ce n'est pas une parenthèse martiale. C'est un nouveau *modus operandi*. Et ce qu'il signifie dépasse de loin la seule confrontation militaire. Depuis des années, les sommets des BRICS discourent sur la dédollarisation, les alternatives au système SWIFT, la fin du monopole monétaire occidental. En quelques jours, l'Iran impose un règlement en yuans au point d'étranglement le plus stratégique de la planète, hors du circuit financier dominé par Washington.

Pendant ce temps, la guerre se poursuit et brouille les grilles d'analyse occidentales. Frappes répétées, systèmes de défense saturés, bases américaines détruites : la soi-disant supériorité technologique occidentale n'apparaît plus intouchable. Les Émirats arabes unis, inquiets pour leurs corridors maritimes et le modèle logistique de Dubaï, laissent planer la menace d'un alignement plus franc sur Washington. L'Iran réplique par la dissuasion, désignant des cibles stratégiques, dont les usines de dessalement. La guerre devient systémique.

Les spéculateurs s'affolent en Occident. Rendements obligataires américains en tension, pétrole flirtant avec les 110 dollars, spectre d'une récession mondiale. L'économie réelle rappelle que la géopolitique n'est jamais abstraite.

Ce qui se joue à Ormuz n'est peut-être pas un épisode de plus dans la chronique des conflits du Moyen-Orient. C'est un test grandeur nature : celui de la capacité d'un pays du Sud à fissurer un ordre mondial qu'on croyait figé. Les conséquences mettront des années à se déployer. Les règles d'hier ne tiennent plus aussi solidement qu'on le prétendait.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Sèryé ? Nou la pa bészwin pétrol banna

Mézami dopi la somenn dèrnyèr i bate solman la lang dsi lo famé pétrol : konbien la san-plon va kouté ? konbien va pèye gazoil ? Lo gaz va bouzé i bouz ar pa ? nora in répèrkission dsi lo pri d'kouran ? étsétéra étsétéra la ké lo ra. Méssyé lo préfè ziska i di sé li va anonss lo pri bann produi pétrolyé... Sa sé in n'afèr i fatig mon tété é pa arienk in foi par slo mèm fime i zoué sa tou lé moi shak moi.

In sobatkoz initil si l'avé solman aplik lo plan La Réjyon l'ané 1998-donk lo plan Paul Vergès donk ankòr lo plan nout pati kominiss. Sa i apèl ankòr lotonomi énézétik. In plan ni pé rézime dann in sèl boutè fraz : issi nou la pa bészwin pétrol banna... Pou kossa ? Pars bann sours lénèrzi i mank pa dann nout mpèi-il La Rényon.

Konbien foi nou la antan dir épi répété lénèrji la pa solman zot pétrol. Lénèrji sa néna partou issi é la pa bészwin alé rode la ké la mori pou tyrouv in n'afèr konmsa. Lénèrzi i mank anou ? Bin alor nou néna dolo, nou néna lo van, nou néna solèye, nou néna la biomass, nou néna ankòr la géotèrmi,. Biensir nou na pwin bann zénèrzi fossil mé nou néna lé zot é vin-sètan té larzman assé pou dévlop azot, pou trouvsir plass san alé rode sa ayèr.

In plan dsi vinnsètan té larzman assé pou trap nout lotonomi énézétik é pou protèz anou kont lo wati-watia la politik mondyal si solman nou l'avé mète an valèr léstréssité lénèrzi nou téi gingn trouv sir plass.. Non nou la krash dsi lénèrji non fossil sof in pti pé par-si par-la san fèr lé shoz a nout éshèl an kantité sifizante.

Sèryèzman mézami pou kossa nou lé pyé é pwin amaré avèk bann produi pétrolyé alé oir ni pé s'anpass de sa. Nou la pa bészwin zot pétrol. Nout bann sours d'énézèrzi sa lé assé pou nou.

A bon antandèr salu !

Justin